

03/05/2017 - Révision de la PAC : le Parlement européen apporte des réponses concrètes aux agriculteurs - Michel Dantin (LR, PPE, Fr)

« Le règlement Omnibus est finalement sur les rails. Aujourd'hui, nous avons adopté des points clés, notamment la simplification des règles relatives aux paiements directs, dont les aides pour les jeunes agriculteurs et le verdissement, l'amélioration des outils de gestion des risques et d'accès aux instruments financiers et surtout le renforcement des possibilités d'organisation des filières agricoles et la clarification de leur lien avec le droit de la concurrence », a déclaré Michel Dantin, à la suite du vote sur le volet agricole du règlement "Omnibus" en commission de l'Agriculture au Parlement européen.

Le règlement Omnibus, proposé en novembre par la Commission européenne, visait à réviser et simplifier les principales politiques publiques européennes, dont la Politique Agricole Commune.

« Sur demande des rapporteurs, j'ai fait toutes une série de propositions pour gérer plus efficacement les crises, pour renforcer la position des agriculteurs au sein de la chaîne d'approvisionnement et donner au monde agricole les moyens de s'organiser et de négocier la vente de leur production sans craindre les foudres des autorités de concurrence. En outre, un droit au contrat écrit pour les agriculteurs est nouvellement créé et des clauses de partage de l'évolution de valeur ajoutée entre les producteurs, les industriels et la distribution pourront à l'avenir être négociées. Enfin, nous demandons à la Commission d'adopter d'ici à juin 2018 un cadre réglementaire pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales qui sont un véritable fléau ! » a précisé le député européen.

« Je reste convaincu qu'il y a plus d'argent à gagner pour les producteurs dans un fonctionnement sain de la chaîne d'approvisionnement alimentaire que dans une hypothétique revalorisation des aides directes. Face à la montée du populisme, le Parlement européen apporte des réponses concrètes aux demandes des agriculteurs. La balle est maintenant dans le camp du Conseil et de la Commission ! » a conclu Michel Dantin.